

Plan stratégique du ministère de la Sécurité publique 2017-2021 – Tableau synoptique

LA MISSION DU MINISTÈRE		LES VALEURS DE L'ORGANISATION ET SA VISION	
Assurer, de concert avec ses partenaires, la sécurité publique au Québec		Le ministère privilégie les valeurs suivantes : la fiabilité, l'intégrité, l'engagement, le respect et la solidarité. Sa vision est celle d'une organisation vigilante et proactive, au sein de laquelle chaque membre du personnel est engagé à préserver la sécurité collective.	
LES QUATRE ENJEUX DE L'ORGANISATION			
Un milieu de vie sécuritaire pour la population dans un contexte où certains phénomènes complexes menacent la sécurité	Des services de qualité et une gestion efficiente des fonds publics	Des citoyens qui ont confiance en leurs institutions	De ressources aptes à relever les défis actuels et futurs de l'organisation

Orientation 1 : Miser en premier lieu sur la prévention		
Axe 1 Les risques d'atteinte à la sécurité		
Objectifs stratégiques	Indicateurs	Cibles
1.1 Moderniser les manières d'assurer la surveillance dans les établissements de détention	Nombre d'incidents majeurs de sécurité en établissement de détention	<ul style="list-style-type: none"> Diminution annuelle d'ici le 31 mars 2020 Moins de 40 incidents en 2020-2021
	Nombre de personnes incarcérées libérées par erreur pour une raison attribuable aux services correctionnels	<ul style="list-style-type: none"> Moins de 18 personnes en 2018-2019 Moins de 10 personnes en 2020-2021 (en progression vers un idéal d'aucune libération par erreur)
1.2 Diminuer les transferts de personnes entre établissements de détention	Nombre de personnes transférées par année	<ul style="list-style-type: none"> Moins de 30 400 personnes en 2018-2019 Moins de 29 000 personnes en 2020-2021 (données ramenées sur la population moyenne quotidienne de 2016-2017)
1.3 Investir dans la protection des personnes, des biens et des infrastructures contre les sinistres	Valeur totale des biens et des infrastructures protégés par les interventions préventives auxquelles le ministère contribue	<ul style="list-style-type: none"> 40 M\$ ou plus en 2017-2018 50 M\$ ou plus chacune des trois années suivantes
	Nombre de personnes protégées par les mesures d'atténuation	400 nouvelles personnes protégées chaque année d'ici le 31 mars 2021
1.4 Maintenir un ensemble de mesures et de programmes préventifs et dissuasifs de lutte contre le crime	Investissements totaux dans les programmes de prévention	Des investissements équivalents ou supérieurs à ceux de 2016-2017 chaque année d'ici le 31 mars 2021
	Sommes récupérées des activités de lutte contre le crime	Sommes récupérées équivalentes à celles de 2016-2017 chaque année d'ici le 31 mars 2021
1.5 Faire évoluer le cadre législatif et réglementaire et les outils à la disposition des intervenants		
<ul style="list-style-type: none"> Risques relatifs aux armes à feu 	Nombre d'armes à feu immatriculées au Fichier d'immatriculation des armes à feu	<ul style="list-style-type: none"> 1,2 M ou plus d'ici le 31 mars 2020 1,3 M ou plus d'ici le 31 mars 2021
	Nombre moyen de consultations par jour du Fichier d'immatriculation des armes à feu par les policiers	<ul style="list-style-type: none"> 500 consultations par jour en moyenne en 2019-2020 550 consultations par jour en moyenne en 2020-2021
<ul style="list-style-type: none"> Risques relatifs à l'approvisionnement en cannabis et à sa consommation 	Taux d'infraction par 100 000 habitants – approvisionnement illégal en cannabis	Moins de 30,0 infractions/100 000 habitants en 2018-2019 (données publiées en 2020-2021 seulement)
	Taux d'infraction par 100 000 habitants – conduite avec facultés affaiblies par la drogue	Maintien des acquis, soit 8,5 infractions/100 000 habitants ou moins en 2017-2018 et en 2018-2019 (données publiées en 2019-2020 et en 2020-2021 seulement)

Orientation 2 : Offrir des services adaptés aux besoins et en proportion des risques		
Axe 2 Les services, les processus et les instruments		
Objectifs stratégiques	Indicateurs	Cibles
2.1 Encourager une offre et une prestation de services alignées sur les besoins particuliers de certaines localités ou de certaines clientèles		
<ul style="list-style-type: none"> Organisations locales ou municipales 	Sommes accordées aux municipalités en prévention de la criminalité	Investissements annuels équivalents ou supérieurs à ceux de 2016-2017 d'ici le 31 mars 2021
	Proportion d'intervenants considérant que la documentation à leur intention les guide efficacement dans leurs interventions	Proportion supérieure à 90 % en 2018-2019 et en 2020-2021
<ul style="list-style-type: none"> Clientèle correctionnelle féminine 	Nombre de programmes adaptés (offerts et nouveaux ou nouvellement adaptés)	Augmentation annuelle (un programme nouveau ou nouvellement adapté ou plus) dès 2017-2018
	Nombre de participants aux programmes spécifiquement adaptés	<ul style="list-style-type: none"> Obtention d'une première mesure en 2018-2019 Augmentation annuelle de 2 % après la première mesure de 2018-2019
<ul style="list-style-type: none"> Clientèle correctionnelle aux prises avec des problèmes de santé mentale ou présentant une déficience intellectuelle 	Nombre de programmes adaptés (offerts et nouveaux ou nouvellement adaptés)	Augmentation annuelle (un programme nouveau ou nouvellement adapté ou plus) dès 2017-2018
	Nombre de participants aux programmes spécifiquement adaptés	<ul style="list-style-type: none"> Obtention d'une première mesure en 2018-2019 Augmentation annuelle de 2 % après la première mesure de 2018-2019
<ul style="list-style-type: none"> Clientèle correctionnelle présentant un risque élevé de récidive 	Nombre de personnes incarcérées ayant participé au programme Parcours	<ul style="list-style-type: none"> 300 personnes en 2018-2019 350 personnes en 2020-2021
2.2 Favoriser une offre et une prestation de services professionnels et adaptés à la situation, aux besoins et aux spécificités des Autochtones		
<ul style="list-style-type: none"> En matière de services policiers 	Représentation des policiers d'origine autochtone au sein des corps de police du Québec	<ul style="list-style-type: none"> Première mesure en 2018-2019 1 % ou plus de policiers d'origine autochtone en 2020-2021
<ul style="list-style-type: none"> En matière de services correctionnels 	Nombre de programmes adaptés aux Autochtones (offerts, nouveaux ou nouvellement adaptés)	Augmentation annuelle (un programme nouveau ou nouvellement adapté ou plus) dès 2017-2018
	Taux d'occupation des centres résidentiels pour Autochtones	
	<ul style="list-style-type: none"> Centre résidentiel communautaire Kapatakan 	<ul style="list-style-type: none"> Taux supérieur à 40 % au 31 mars 2019 Taux supérieur à 60 % au 31 mars 2021
	<ul style="list-style-type: none"> Centre résidentiel communautaire Makitautik de Kangirsuk 	<ul style="list-style-type: none"> Taux supérieur à 40 % au 31 mars 2019 Taux supérieur à 60 % au 31 mars 2021
2.3 Améliorer les façons de faire en matière d'aide financière aux sinistrés	Satisfaction globale quant à l'aide offerte	Une satisfaction globale supérieure à 85 % en 2018-2019 et en 2020-2021
	Durée de traitement moyenne des dossiers d'aide financière	<ul style="list-style-type: none"> Obtention d'une première mesure en 2018-2019 Diminution de la durée moyenne de traitement pour chacune des trois années suivantes

Orientation 2 : Offrir des services adaptés aux besoins et en proportion des risques		
Axe 2 Les services, les processus et les instruments		
Objectifs stratégiques	Indicateurs	Cibles
2.4 Revoir les processus et les instruments d'évaluation des personnes confiées aux services correctionnels	Proportion des évaluations produites dans les délais prévus ou demandés	<ul style="list-style-type: none"> Proportion supérieure à 65 % en 2018-2019 Proportion supérieure à 70 % en 2020-2021
	<ul style="list-style-type: none"> Peines de moins de 6 mois Peines de 6 mois et plus 	<ul style="list-style-type: none"> Proportion supérieure à 65 % en 2018-2019 Proportion supérieure à 70 % en 2020-2021
2.5 Accroître le soutien offert aux policiers dans le cadre de certains dossiers d'enquêtes spécialisées	Nombre de dossiers traités par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	<ul style="list-style-type: none"> 25 dossiers en 2017-2018 45 dossiers en 2018-2019 200 dossiers en 2019-2020 et en 2020-2021
	Nombre d'échantillons traités par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	<ul style="list-style-type: none"> 200 échantillons en 2017-2018 313 échantillons en 2018-2019 1 127 échantillons en 2019-2020 et en 2020-2021

Orientation 3 : Performer au profit du citoyen		
Axe 3 Des dispositions favorables à la confiance du citoyen		
Objectifs stratégiques	Indicateurs	Cibles
3.1 Maintenir des normes élevées de qualité en matière de gestion des dossiers concernant les personnes confiées aux services correctionnels	Proportion des dossiers dont la qualité a été jugée satisfaisante	<ul style="list-style-type: none"> Proportion supérieure à 70 % en 2018-2019 Proportion supérieure à 80 % en 2019-2020 Proportion supérieure à 90 % en 2020-2021
3.2 Veiller au respect des meilleures pratiques et des normes	Pourcentage de plans d'action dont les résultats ont été jugés satisfaisants après 24 mois de mise en œuvre	Pourcentage supérieur à 70 % en 2019-2020 et en 2020-2021
	<ul style="list-style-type: none"> Inspections d'organisations policières Évaluations de conformité en milieu correctionnel 	Pourcentage supérieur à 70 % en 2019-2020 et en 2020-2021
	Nombre d'inspections effectuées auprès des corps de police autochtones	<ul style="list-style-type: none"> Une inspection en 2018-2019 Deux inspections en 2019-2020 et en 2020-2021
	Nombre d'inspections relatives aux pratiques d'enquête en matière d'agression sexuelle	<ul style="list-style-type: none"> Une inspection en 2017-2018 Cinq inspections en 2018-2019 Trois inspections en 2019-2020 Six inspections en 2020-2021
Axe 4 La collaboration, dans une préoccupation d'efficacité et d'efficience		
Objectifs stratégiques	Indicateurs	Cibles
4.1 Accroître le degré de préparation et l'engagement des citoyens, des municipalités et des partenaires gouvernementaux	Pourcentage des municipalités locales qui disposent d'un plan de sécurité civile respectant les exigences établies dans le Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux	100 % des municipalités locales en 2020-2021
	Pourcentage d'administrations municipales ayant conclu un protocole d'intervention hors route local	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 20 % des administrations municipales en 2017-2018 Au moins 40 % des administrations municipales en 2018-2019 Au moins 60 % des administrations municipales en 2019-2020 Au moins 80 % des administrations municipales en 2020-2021
	Nombre de municipalités engagées dans une démarche d'analyse sur l'opportunité d'une mise en commun de certains de leurs services, de leurs activités, de leurs équipements ou de leurs installations ou qui ont convenu d'une telle mise en commun	<ul style="list-style-type: none"> 90 nouvelles municipalités au 31 mars 2018 70 nouvelles municipalités au 31 mars 2019 50 nouvelles municipalités au 31 mars 2020 30 nouvelles municipalités au 31 mars 2021 (240 nouvelles municipalités au total sur la période du plan)
4.2 Participer aux efforts collectifs ciblant certaines problématiques sociales actuelles qui présentent un enjeu sur le plan de la sécurité	Nombre de mesures auxquelles le ministère contribue dans les plans gouvernementaux en vigueur au 31 mars	Pour toute la période du plan stratégique, un nombre de mesures au moins équivalent à celui recensé au 31 mars 2017
	Engagements financiers du ministère dans les plans gouvernementaux en vigueur au 31 mars	Pour toute la période du plan stratégique, un niveau d'engagement financier au moins équivalent à celui mesuré au 31 mars 2017
4.3 Apporter une contribution concrète à la réduction des délais du système de justice	Nombre d'heures de visioconférence par année	<ul style="list-style-type: none"> 10 000 heures ou plus en 2018-2019 12 000 heures ou plus en 2020-2021
	Délai d'attente moyen de production de rapports présenticiels (semaines)	Au plus 12 semaines à partir de 2018-2019
	Nombre de plaintes reçues de la magistrature en lien avec le transport des détenus et le processus de comparution	<ul style="list-style-type: none"> Première mesure au 31 mars 2018 Moins de 10 plaintes par année, chaque année à partir de 2018-2019
Axe 5 La capacité d'accomplir		
Objectifs stratégiques	Indicateurs	Cibles
5.1 Améliorer les capacités du ministère en matière de suivi et de diagnostic	Déploiement du système d'outils informatisés d'évaluation et de suivi (SOIES) des évaluations	Avant le 31 mars 2019
	Date d'implantation du système pour les éléments qui touchent l'évaluation des contrevenants (peines ≥ 6 mois)	Avant le 31 mars 2021
	Date d'implantation du système pour les éléments qui touchent les autres évaluations	Avant le 31 mars 2021
	Avancement du projet de développement du futur système d'information de gestion des services correctionnels DACOR 2.0	
	Date de dépôt du dossier d'affaires initial pour approbation	Avant le 31 mars 2019
	Date de dépôt du dossier d'affaires final pour approbation	Avant le 31 mars 2020
	Date de début de la phase de réalisation du projet	Avant le 31 mars 2021
	Date de mise en place d'un porte-documents électronique pour les besoins des services correctionnels	Avant le 31 mars 2019
5.2 Améliorer les interventions du ministère en prenant appui sur un ensemble de projets	Nombre de projets ayant mené à une modification importante des processus ou des façons de faire	<ul style="list-style-type: none"> Première compilation au 31 mars 2018 Maintien de la performance mesurée en 2017-2018 pour les années suivantes
5.3 Accroître la performance de l'organisation en matière de mobilisation et de rétention de ses ressources	Écart entre le taux d'absentéisme mesuré au ministère et le taux moyen obtenu pour l'ensemble de la fonction publique québécoise	1,3 % d'ici 2020-2021
	Taux de maintien en emploi pour neuf classes d'emploi (constables spéciaux, cuisiniers, agents de bureau, agents de secrétariat, techniciens en information, conseillers en gestion des ressources humaines, agents de recherche et de planification socio-économique, analystes de l'informatique et des procédés administratifs, attachés d'administration)	Taux supérieur à 93 % à partir de 2019-2020